

National Republican Institute for International Affairs (1,7 millions de \$EU). La NED octroiera des subventions de 3,5 millions de \$EU en son nom propre et ses dépenses administratives s'élèveront à 1,2 millions de \$EU. Les engagements de la NED comprennent celui de travailler d'une manière non partisane et conséquente, de s'efforcer de répondre aux besoins locaux et de chercher à encourager mais non pas à contrôler les efforts que fait la population locale pour bâtir des institutions libres et indépendantes.

55. Notre interlocuteur à la NED a accueilli favorablement l'idée d'établir une institution canadienne. Il s'est dit d'avis que plusieurs des pièges que rencontrera cette institution peuvent être évités si l'on prend soin de mettre en place une structure et des méthodes d'opération appropriées.

J. La Suède

56. Il n'y a pas d'institution ou de centre en Suède qui soit l'équivalent de ce qu'envisage le Canada mais il y a des organisations non gouvernementales et des institutions qui financent des activités semblables à celles que nous envisageons. Par exemple, les deux organisations syndicales centrales, la Confédération des syndicats suédois (TO) et l'Organisation centrale des employés salariés de Suède (TCO) ont mis sur pied un secrétariat conjoint qui administre une somme d'environ 8,5 millions de dollars par année que lui octroie l'agence gouvernementale de coopération, la SIDA, à des fins d'assistance en éducation aux syndicats des pays en voie de développement. De plus, la Fondation Hammarsjöld à l'Université d'Uppsala appuie l'organisation de séminaires et la recherche sur des questions de développement dans le tiers monde. De son côté, l'Institut Wallenberg à l'Université de Lund, une fondation académique, s'occupe de questions de droits humains dans un contexte très large.

57. Le gouvernement de la Suède est en train d'élaborer le mandat et d'examiner la question du financement d'un projet qu'on a identifié pour nous en anglais comme étant un Special Council for Popular Movements on Development Assistance. Le ministre suédois responsable pour le développement a fait l'observation qu'il est possible à la Suède, en faisant un choix de secteurs dans les programmes d'aide au développement, de privilégier les engagements qui renforcent la démocratie, la sécurité devant la loi, l'autonomie gouvernementale locale, les médias de masse, le développement des organisations de volontaires, etc.